



**PRÉFET  
DE LA SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Service de la Coordination  
des Politiques Publiques

Guichet unique des installations classées  
pour la protection de l'environnement (ICPE)

Chambéry, le 16 OCT. 2024

**Arrêté préfectoral n°ICPE-2024-084  
portant mise en demeure**

-----  
**Installations Classées pour la Protection de l'environnement**

**Société PIERRE APPRIN & Cie  
Commune de Saint-Jean-de-Maurienne  
lieu-dit « Le Rocheray »**  
-----

*Le Préfet  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite  
Chevalier des Palmes académiques*

**VU** le code de l'environnement, notamment le livre I<sup>er</sup>, titre VII (dispositions communes relatives aux contrôles et aux sanctions) et les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1 et R. 171-1, et le livre V, titre I<sup>er</sup> (installations classées pour la protection de l'environnement) et les articles L. 511-1 et L. 514-5 ;

**VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement telle qu'elle résulte de l'article L. 511-2 et de l'annexe de l'article R. 511-9 du code susvisé, notamment les rubriques 2510-1 (« Exploitation de carrières ») et 2515-1 (« Installations de traitement ») ;

**VU** l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

**VU** le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. François RAVIER, en qualité de préfet de la Savoie, à compter du 23 août 2022 ;

**VU** le décret du 27 avril 2023 portant nomination de Mme Laurence TUR, en qualité de secrétaire générale de la préfecture de la Savoie ;

**VU** l'arrêté préfectoral SCPP n°22-2023 du 22 mai 2023 portant délégation de signature à Mme Laurence TUR, secrétaire générale de la préfecture de la Savoie ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2004 portant autorisation de renouvellement d'exploitation de Carrière pour la société René APPRIN et Cie sur le territoire de la commune de Saint-Jean-de-Maurienne ;

**VU** le dossier de demande de renouvellement de l'autorisation d'exploiter une installation classée du mois d'avril 2003 par lequel l'exploitant sollicite le renouvellement de l'autorisation d'exploiter la carrière du Rocheray et les installations annexes à Saint-Jean-de-Maurienne pour une durée de 30 ans ;

**VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées de la Direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne Rhône-Alpes, du 9 août 2024 établi suite à la visite du 11 juillet 2024 et transmis à l'exploitant dans le cadre de la procédure contradictoire prévue à l'article L171-6 du code de l'environnement ;

**VU** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

**VU** le courrier de l'exploitant en date du 5 septembre 2024 informant le préfet du changement de dénomination de la société en PIERRE APPRIN & Cie ;

**CONSIDÉRANT** que la visite d'inspection réalisée sur le site le 11 juillet 2024 a révélé que les dispositions techniques applicables aux sondages, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain ne respectaient pas les prescriptions réglementaires de l'arrêté du 11 septembre 2003 notamment en ce qui concerne la prise en compte des risques de pollution ;

**CONSIDÉRANT** que la visite d'inspection réalisée sur le site le 11 juillet 2024 a révélé que les dispositions techniques applicables dispositifs de prélèvement d'eau dans un forage ne respectaient pas les prescriptions réglementaires de l'arrêté du 26 novembre 2012 notamment en ce qui concerne l'installation d'un dispositif de disconnexion sur chacune des pompes ;

**CONSIDÉRANT** que la revue documentaire réalisée sur le site le 11 juillet 2024 a révélé que les attendus réglementaires en application de l'article 19 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatifs à la mise en œuvre d'un plan de surveillance des émissions de poussières n'étaient pas respectés notamment en ce qui concerne la justification de mesures non conformes, la transmission de rapports annuels ou la fréquence trimestrielle de réalisation des campagnes de mesures ;

**CONSIDÉRANT** que la visite d'inspection a, par ailleurs, mis en évidence le non-respect d'un certain nombre de dispositions réglementaires opposables à l'exploitant ;

**CONSIDÉRANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la Société PIERRE APPRIN & Cie de respecter les dispositions des articles susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la société PIERRE APPRIN & Cie a été invitée à faire part de ses observations au préfet de la Savoie sous un délai de 15 jours à compter de la réception de la copie du rapport du service d'inspection de la DREAL du 9 août 2024, dans le cadre de la procédure contradictoire particulière précitée ;

**SUR** proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie,

## **A R R Ê T E**

#### **ARTICLE 1.**

La Société PIERRE APPRIN & Cie, SIREN 076920552, dont le siège social est : 85, Zone Industrielle Les Glaires – 73 300 La Tour en Maurienne, représentée par Monsieur Pierre-Olivier APPRIN, en sa qualité de Président Directeur Général, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'arrêté du 11 septembre 2003, les dispositions de l'article 19 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 et les prescriptions de l'article 24 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 dans les délais fixés par les articles 2 à 4 du présent arrêté, concernant l'exploitation de la carrière à ciel ouvert d'éboulis dioritiques sise au lieu-dit « Le Rocheray » sur le territoire de la commune de SAINT-JEAN-DE-MAURIENNE.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

#### **ARTICLE 2.**

La Société PIERRE APPRIN & Cie est mise en demeure de respecter, sous 3 mois, les dispositions des articles 5, 6, 7, 8 et 9 de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 relatives aux dispositions techniques de réalisation et de protection des ouvrages souterrains de prélèvement d'eau ;

Le délai prévu au présent article s'entend à compter de la notification à l'exploitant du présent arrêté.

#### **ARTICLE 3.**

La Société PIERRE APPRIN & Cie est mise en demeure de respecter, sous 3 mois, les dispositions de l'article 24 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement «, y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 » et notamment la mise en place d'un dispositif de disconnexion sur les ouvrages de prélèvement ;

Le délai prévu au présent article s'entend à compter de la notification à l'exploitant du présent arrêté.

#### **ARTICLE 4.**

La Société PIERRE APPRIN & Cie est mise en demeure de respecter, sous 3 mois, les dispositions de l'article 19 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif à la prévention des émissions de poussières liée aux exploitations de carrières ;

Le délai prévu au présent article s'entend à compter de la notification à l'exploitant du présent arrêté.

#### **ARTICLE 5.**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

#### **ARTICLE 6. NOTIFICATION ET PUBLICATION**

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Savoie pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

## **ARTICLE 7. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

En application de l'article L. 171-11 du Code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, il ne peut qu'être déféré au Tribunal Administratif de GRENOBLE, juridiction administrative territorialement compétente par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai susmentionné.

## **ARTICLE 8. EXÉCUTION**

Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie et monsieur le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est adressée à monsieur le Maire de la commune de Saint Jean de Maurienne ,

**Le Préfet**

Pour le Préfet et par délégation  
La secrétaire générale  
Laurence TUR